

avance donc vers une Europe où seront taxés les seuls salariés et consommateurs...

Plus grave encore fut la capitulation sur l'Europe sociale. En septembre 1989, la Commission européenne proposa une charte sociale européenne insipide. Le 22 novembre 1989, le Parlement européen, seule représentation démocratique des peuples européens, vota un « socle minimal en deçà duquel le Conseil ne saurait aller<sup>13</sup> ». Une synthèse de tout ce que les mouvements salariés avaient conquis en Europe, y compris le droit à un revenu minimal, l'« harmonisation progressive des prestations sociales au niveau le plus élevé », la participation des travailleurs à l'orientation technologique et à l'organisation du travail... Pourtant, en décembre, le Conseil des gouvernements – sauf Mme Thatcher, qui refusa tout – adopta la charte de la Commission, encore édulcorée – les journaux ne la publieront même pas ! Le Parlement, qui avait précisé que, au cas où cette « charte zéro » serait adoptée, il bloquerait l'édification du Marché unique, ne réagit pas. Les Verts – une trentaine de députés au Parlement européen – préparèrent une motion de censure de la Commission, qu'aurait pu voter l'Euro-gauche (sociaux-démocrates et communistes). Le projet s'enlisa.

La capitulation – provisoirement ? – définitive fut signée lors de l'accord de Maastricht, en

décembre 1991. Non seulement les chefs d'État et de gouvernement s'accordèrent-ils sur la « charte zéro » à peine améliorée, mais le peu que contenait ce socle minimal était encore trop lourd de potentialités progressistes pour le très libéral-conservateur gouvernement britannique : la Grande-Bretagne fut dispensée d'y adhérer ! L'ancienne métropole du monde, mère de toutes les aristocraties ouvrières, où le coût de travail ouvrier est déjà inférieur au coût espagnol, se voit donc autorisée à fonctionner comme une plate-forme de sous-traitance à bas salaires pour les industries des autres pays européens... et pour les firmes japonaises !

Bref, telle qu'elle se dessine à l'heure actuelle, l'Europe unifiée ne le sera que pour le capital, et pour lui permettre d'échapper à l'État : c'est-à-dire au fisc et à la législation sociale. Quant à la réglementation écologique, nous y reviendrons plus loin : Maastricht fut, là encore, « une véritable escroquerie », selon le mot d'un membre de la Commission. Ne disons pas que cette Europe est apolitique. Il y a une politique : celle de Bonn, moyennant quelques concessions. Et il se peut fort bien que l'union monétaire revienne à confier tout le pouvoir monétaire à la Bundesbank. Non, ce qui manque à cette Europe, c'est le contrôle démocratique qui seul permettrait de représenter les intérêts de la grande majorité des Européens, donc de souder sur un grand com-

promis la Communauté que se voulait l'Europe. Car aujourd'hui, seul un volet social peut souder la conscience communautaire. On le vit bien d'ailleurs dans le débat sur l'unification allemande. C'est l'espérance d'accéder à l'État-providence ouest-allemand qui convainquit les Allemands de l'Est d'accepter l'unification.

Le risque est devenu très grand d'une Europe à deux vitesses sociales, les riches régions du nord de l'Europe préservant des compromis sociaux avancés de type kalmarien (implication négociée, hauts salaires) grâce à leur suprématie technologique, les industries polluantes et banalisées néo-tayloriennes, avec des salariés à statut précaire et peu payés, migrant vers la périphérie interne de la CEE (îles Britanniques, péninsule Ibérique<sup>11</sup>).

#### LES QUATRE CERCLES DE L'OUVERTURE

L'irruption de l'Europe de l'Est vient percuter ces débats, positivement et négativement. Positivement : en absorbant l'Allemagne de l'Est, l'Allemagne de l'Ouest redevient une jeune nation, avec d'immenses besoins de reconstruction. Elle redevient une locomotive pour le reste de l'Europe de l'Ouest : même la France, même la Grande-Bretagne, même le Portugal ramassent des miettes des nouveaux marchés de l'Al-

lemagne de l'Est. À moyen terme, la question est beaucoup plus complexe : tout dépendra de la nouvelle structure de l'Europe. Voyons d'abord quels étaient déjà les cercles autour de la CEE.

Il y a d'abord les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE) : Suisse, Autriche, Scandinavie. Autant, sinon plus, riches et socialement avancés que la république fédérale d'Allemagne, ils avaient refusé la CEE pour sauvegarder leur neutralité et leurs compromis internes, plus orientés vers le kalmarisme que vers le productivisme libéral. Ils sont déjà en situation de libre accès à la CEE, mais peuvent craindre un protectionnisme du Grand Marché de 1993. Avec l'effacement de la question militaire, ils vont être tentés de forcer les portes de la CEE, ce qui y renforcerait les partisans de l'Europe sociale.

Ensuite, il y a le deuxième cercle : les pays du pourtour sud de la Méditerranée, les pays semi-développés associés à la CEE par l'accord d'intérêt préférentiel, du Maroc à la Turquie. Déjà angoissés par les privilèges de la périphérie interne de la CEE (Portugal, Espagne, Grèce) quant à l'accès aux marchés du Nord, ils cherchent à s'associer plus étroitement à elle, et seraient les grands perdants d'une intrusion de l'Europe de l'Est, ethniquement plus... « acceptable ». Ces pays méditerranéens sont en proie à une crise économique et écologique parfois terri-

fiance (Algérie, Égypte), encore aggravée par l'explosion démographique. La montée irrésistible de l'intégrisme musulman y trahit la faillite des modèles occidentalistes, productivistes et étatistes. La Commission européenne, prenant conscience de cette bombe à retardement, décida en 1990 de doubler l'aide financière européenne à l'ensemble de ces pays. Ce qui la porta à... 5 francs par an et par européen, 20 francs par bénéficiaire !

Enfin, au-delà des mers et du Sahel, il y a les pays de la zone Afrique-Caraïbes-Pacifique. Le renouvellement de l'accord de Lomé, qui les lie à la Communauté, fut une terrible déception en décembre 1989. La CEE, en leur accordant chichement son soutien économique, n'a pas fait le choix d'être la locomotive du développement mondial. Ce qui est inquiétant... pour l'Europe de l'Est.

Tels qu'ils surgissent en 1989 sur le flanc est de la CEE, ces pays se présentent en un quatrième cercle qui se subdivise lui-même en trois strates. Avec un produit brut par habitant comparable à celui de l'Espagne (7 800 dollars), la République démocratique allemande (7 200 dollars) et la Tchécoslovaquie (6 000 dollars) ne doivent qu'à la gabegie bureaucratique, au manque de consensus interne et à leur isolement d'avoir gâché leur héritage industriel et culturel d'avant-1945, mais pourraient redécoller faci-

lement. La deuxième strate se trouve au contraire au niveau de l'Algérie et de la Corée (2 500 dollars par habitant et par an). Il s'agit de la Hongrie, de la Yougoslavie (2 300 dollars) et de la Pologne : 1 900 dollars par habitant, soit dix fois moins que la République fédérale d'Allemagne ! Ces pays sont en outre criblés de dettes (respectivement : 20, 23 et 39 milliards de dollars) et rongés par l'inflation. Il y a enfin une troisième strate : la Bulgarie, la Roumanie, la plus grande partie de la Yougoslavie, l'Albanie, qui par bien des aspects économiques et culturels se rapprochent de notre deuxième cercle, les « pays tiers-méditerranéens », sorte de « Turquie d'Europe » élargie ; d'ailleurs, ils firent jadis partie de l'Empire ottoman – comme la Grèce, qui est pourtant dans la CEE.

#### LE SCÉNARIO DE L'INACCEPTABLE

Face à ce tiers monde européen qui s'ouvre à l'Est, les sociaux-démocrates modérés de la CEE – notamment Jacques Delors et François Mitterrand – ont senti le danger : le piège de l'Acte unique se referme sur eux. Ils ont mis en place l'Europe des marchands et des capitaux, pensant que le reste suivrait dans l'unification politique de la CEE. Or maintenant se déploie le spectre d'une zone de libre-échange élargie, échappant à toute régulation sociale supernationale. Alors

ils essaient de presser le pas : consolider l'Europe des Douze, et gérer collectivement le rapport à l'Est. Malheureusement, ils ont jeté leurs atouts en 1985, quand ils ont signé l'Acte unique, et l'Allemagne de Kohl est maîtresse du jeu.

La position opposée est celle des milieux financiers et des politiciens libéraux : Margaret Thatcher fut longtemps à leur tête. Il leur suffirait d'étendre à l'Est les relations de libre-échange contrôlé, du type accord d'intérêt préférentiel, et de bloquer les velléités de la Commission Delors de progresser vers l'Europe sociale. Le mécanisme implacable de l'Europe à plusieurs vitesses sociales se redéploierait alors vers l'Est, laissant le Maghreb, voire l'Irlande, le Portugal et la Grèce à leur triste sort. Sous la pression de la dette, et pour une poignée de milliards de dollars en aide de première urgence, une immense zone franche de sous-traitance à très bas salaires, aux syndicats presque inexistantes, s'offrirait en Europe de l'Est pour les industries de main-d'œuvre, au service des centres techno-financiers de l'Europe du Nord-Ouest.

Force de ce scénario ? Il ouvrirait à l'Allemagne la voie royale d'une satellisation « à la carte » de l'Europe centrale. Moyennant cinq ans de libéralisation des mécanismes économiques, la république fédérale d'Allemagne, flanquée de l'Autriche, pourrait absorber la Répu-

blique démocratique allemande, son marché et sa main-d'œuvre qualifiée, réglant pour une génération son problème démographique. La Tchécoslovaquie et la Slovénie pourraient endosser le rôle d'une Espagne hors CEE : industrie lourde, grosse mécanique. La Hongrie, la Pologne – aux gouvernements déjà ultra-libéraux – et le reste de la Yougoslavie deviendraient des Tunisie ou des Maroc, voués au textile, aux industries de montage néo-tayloriennes, à la culture des pommes de terre... moyennant des quotas d'importation : la sous-traitance oui, l'invasion non. Ce « IV<sup>e</sup> Reich économique », assez proche, dans sa structure hiérarchisée, de la sphère japonaise et de la notion d'« économie-monde » de Fernand Braudel<sup>15</sup>, serait sans doute secoué sur ses marches orientales par de « petites guerres » nationalistes... comme en connaissent le Royaume-Uni (Irlande) et l'Espagne (Pays basque). Un scénario socialement peu reluisant, mais, dans un premier temps, économiquement dynamique.

Ce scénario, le plus probable, est inacceptable. Non seulement il accélérerait la déchirure, interne à l'Europe de l'Ouest, entre les régions les plus kalmariennes et les régions néo-tayloriennes. Mais encore, il mettrait ces dernières (pays du sud de la CEE) en concurrence directe avec les pays du deuxième cercle (pays du sud de la Méditerranée) et avec ceux du quatrième

cercle (Europe de l'Est). Plus question, dès lors, de subventionner le niveau de vie de leurs habitants, et même l'appartenance de ces régions à l'Europe serait remise en question. Se dessine à l'intérieur même de l'Europe la nouvelle frontière où se suspend le « pas de la cigogne » d'Angelopoulos : celle de la pauvreté, de la mafia, de la tiers-mondisation. Elle ne passe plus entre les rives de la Méditerranée et le long du rideau de fer. Elle abandonnerait volontiers le sud de la péninsule Ibérique, peut-être la Corse, en tout cas la Sicile et toute l'Italie au sud de Rome. De la Yougoslavie, elle prendrait la Slovénie, pas le Kosovo ; de la Roumanie, la Transylvanie, pas la Moldavie ; de l'URSS, devenue Communauté des États indépendants (CEI), peut-être les Baltes, sûrement pas les républiques musulmanes. Bref, l'« Europe légitime » retrouverait une très vieille frontière : celle des empires arabes et turcs.

Ce nouvel apartheid s'appuierait naturellement sur le racisme. Un racisme bien évidemment tourné contre l'ensemble du monde musulman, voué à l'intégrisme : il sera très facile de l'accuser de violer les droits de l'homme, en particulier les droits des femmes, pour le rejeter comme « barbare<sup>16</sup> ». Mais un racisme aussi interne à l'Europe : des régions riches contre les régions pauvres, des Allemands de l'Ouest contre leurs « frères de l'Est » et contre tous les

Slaves, mais aussi des Italiens du Nord contre les Italiens du Sud – comme le montre le succès des ligues lombarde, ligure, etc.), des « Français » contre les Corses, etc.

L'Europe du Nord-Ouest deviendrait plus que jamais un club de nantis, barricadés contre la menace démographique et religieuse du Sud. À l'impérialisme économique, au mépris culturel pourrait même s'ajouter un « éco-impérialisme » : le nord-ouest de l'Europe refuserait les industries polluantes mais, au lieu de remettre en cause sa propre surconsommation, il rejetterait ces industries vers sa frontière sud. Or, où passerait exactement cette frontière ? Où la cigogne de l'Europe du Nord-Ouest suspendrait-elle le pas de sa prospérité ?

#### LE PAS SUSPENDU DE LA CIGOGNE

Le scénario de l'inacceptable pose avec force la question de l'« Europe légitime ». Qui (quels territoires) a vocation à être dans l'Europe ? Le livre récent de Jean-Christophe Rufin, *L'Empire et les Nouveaux Barbares*<sup>17</sup>, soutient que, face au Nord prospère, s'étend un Sud de plus en plus chaotique qui tend à redevenir ce qu'il était au début du XIX<sup>e</sup> siècle, une *terra incognita* où « ceux du Nord » ne peuvent plus mettre les pieds, une terre « hors l'Histoire ». Comme ce monde barbare contre lequel l'Empire romain se défendit

par un *limes*, avec, derrière, un glacis, une zone tampon, des « marches ». Cette thèse est phénoménologiquement exacte<sup>18</sup>. Un hippy de 1968 pouvait sans problème aller passer des vacances au Népal, en bus, en auto-stop. Aujourd'hui, pour en revenir, il devrait traverser l'Inde du Nord ravagée par les troubles ethniques, le Pakistan sous dictature militaire islamiste, l'Afghanistan déchiré par la guerre civile, puis l'Irak islamiste ou l'Irak anéanti par une expédition occidentale, le Kurdistan... Et, depuis l'été 1991, même la route terrestre interne à la CEE, la route des vacances entre l'Allemagne et la Grèce, est coupée par la guerre civile yougoslave !

Ainsi, comme pour l'Empire romain, le *limes* se rapproche à toute vitesse du cœur de l'Europe : il passe maintenant quelque part dans les Balkans. Essayons de discerner les frontières possibles, parmi toutes celles que nous venons d'évoquer.

Une première frontière crédible représenterait une extension de l'actuelle CEE : celle qui engloberait effectivement l'ancien Empire austro-hongrois (Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, nord de la Yougoslavie) et rejetterait les anciens empires ottoman et russe, à l'exception, peut-être, des pays Baltes. En prenant fait et cause très vite pour les indépendances slovène et croate, l'Allemagne a montré sa préférence pour ce scénario, non pas vraiment sous la forme d'une

intégration à la CEE – avec tous les droits sociaux attenants –, mais d'une zone de libre circulation des marchandises et des capitaux, voire des migrations de travailleurs.

Ce sous-scénario s'appuie sur une véritable frontière culturelle. Pas exactement le christianisme, mais au moins la zone catholique et protestante – remarquons encore une fois que la Grèce d'Angelopoulos « devrait » être exclue de la CEE ! Cette frontière, qui séparait la Prusse et l'Autriche-Hongrie de la Russie et de l'Empire ottoman, est ressortie presque intacte de l'effondrement du bloc de l'Est. En zone « occidentale », des partis libéraux ont pris immédiatement le pouvoir. En zone « orientale », des partis communistes devenus populistes ont gardé le pouvoir, au moins à travers les premières élections : Roumanie, Bulgarie, Serbie, Albanie, Ukraine... Ces sociétés encore rurales, avec de fortes structures communautaires clientélaires qu'avait su parasiter – et souvent réformer positivement – le soi-disant « communisme », restent épouvantablement sensibles au nationalisme – alors que l'unification européenne, depuis la Seconde Guerre mondiale, s'appuie sur une nausée unanime vis-à-vis des horreurs du nationalisme – et au prestige des élites bureaucratiques. En un mot, elles restent « ottomanes », y compris dans les aspects réactionnaires des rapports entre les sexes.